

16 - 30  
novembre  
1998

n° 103

cinquième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

**DANZAS**  
The Worldwide Transportation Network

5 ans  
sur le terrain...  
700 Agences  
dans le Monde

Tel / Fax : 023 216 723 - 362 960  
E-Mail : dzkh@Bigpond.com.kh

Le léopard et ses taches

**O**n a toujours tort de désespérer du Cambodge. On constate bien sûr, année après année, décennie après décennie, une certaine tendance à l'auto-destruction, par querelles et divisions internes.

Une difficulté presque insurmontable à dépasser ces querelles pour permettre le succès collectif, comme si la notion d'intérêt national s'était affaiblie, perdue dans les combats au jour le jour. Une tendance à rechercher à l'extérieur le secours et l'autorité. Une certaine renonciation à l'autonomie, à la responsabilité.

Y aurait-il dans la nature profonde du Cambodge une sorte d'inappétence au succès ? Lui est-il aussi impossible de corriger ses faiblesses, qu'à un léopard d'effacer ses taches ?

Les derniers mois, les derniers épisodes semblent prouver le contraire. Les élections, en permettant à la population de faire entendre sa voix, en rappelant à tous qu'elle est à la fois la source du pouvoir et l'objectif de toute la politique, ont beaucoup contribué à faire renaître le sens de la nation. Voici maintenant les dirigeants contraints par la grande machine démocratique aux compromis, à la coopération.

La pression de l'opinion est là, faite d'attentes très concrètes : écoles, santé, sécurité, justice, niveau de vie, ... La pression de l'opinion internationale est là aussi, faite d'attentes ayant d'autres dénominations : transparence, libéralisme, droits de l'Homme, etc ... Et la machine existe - ou va exister.

Reste à quelques hommes la responsabilité de la faire fonctionner. A.G.

## Enfin le déblocage - le rôle central du Roi - Hun Sen au seuil des "années techniques" - Ranariddh et la coopération - Sam Rainsy leader de l'opposition ? - le Sénat : une bonne idée - ASEAN : rien ne presse.

**U**n immense soulagement a salué le commencement de négociations, le 12 novembre, entre les deux grands partis PPC et Funcinpec.

L'esprit de compromis, de coopération, l'emporte enfin sur l'esprit de défi, d'amour-propre inflexible, d'immobilisme. Ce n'est pas la fin des problèmes, mais au moins un coup d'arrêt au glissement du Cambodge vers le désastre.

### un redressement rapide

Si la formation d'un gouvernement suivait rapidement ces heureuses prémices, si l'attribution des postes de haute responsabilité prenait en compte la compétence autant - ou plus - que l'appartenance politique, la crédibilité du Cambodge devrait se rétablir aussitôt. L'assistance, les contrats en attente devraient être bientôt rétablis.

Dans une région où certains gouvernements, certains régimes, certains pays se trouvent dans des situations politiques ou économiques préoccupantes, le Cambodge, avec ses élections reconnues, son gouvernement équilibré, ses deux chambres, pourrait par contraste, chose nouvelle, faire figure de bon élève, et attirer de nouveaux touristes et investissements.

### exercice de démocratie

On pourrait estimer que les solutions maintenant envisagées et même décidées, auraient pu être adoptées beaucoup plus tôt, puisqu'elles avaient déjà, pour la plupart, été évoquées depuis longtemps.

Mais il a fallu le temps qu'au sein de chaque parti les éléments les plus exigeants, les moins portés aux concessions, se rendent compte que tout n'était pas possible, que chacun devait abandonner quelque chose pour l'intérêt commun. Un difficile exercice pratique de démocratie.

### le rôle central du Roi

Le mérite de ce redressement revient clairement, en très grande partie, au Roi. Il a su fixer une date limite à ces négociations toujours différées, et un lieu sûr, le palais royal. Et convaincre chaque côté de l'urgence de la situation.

Le mérite en revient aussi aux partis, qui ont fait l'un et l'autre d'importantes concessions.

Bien sûr certains facteurs spécifiques ont pu contribuer à dégeler le Funcinpec : - la pression de pays comme le Japon et les Etats-Unis, dont l'attitude est vitale ; - la conviction, au sein du Funcinpec lui-même, que le temps ne jouait pas en faveur du parti ; que s'il persistait dans l'exil, on finirait par se passer de lui ; - peut-être aussi - enfin - les partis ont-ils vu l'un et l'autre qu'ils perdaient la confiance de l'opinion nationale et internationale, et senti le danger d'une rapide dégradation la situation économique et sociale.

### des solutions équilibrées

Mais le mérite du déblocage revient aussi à ceux qui ont recherché, et trouvé, les termes d'un accord acceptable par les deux côtés.

On ne peut que louer le schéma qu'ils ont imaginé.

D'abord parce que personne ne perd la face, de sorte qu'il ne devrait pas y avoir de rancœurs telles qu'elles empêcheraient toute coopération au sein du gouvernement.

### Hun Sen : nouvelle étape

Hun Sen devient Premier ministre, c'est un double succès : sur son rival, sur le Funcinpec et les autres partis, mais aussi et surtout parce que le voici, pour la première fois, aux commandes de façon incontestablement légale. C'est une étape capitale dans son itinéraire.

Ceux qui lui ont fait confiance en attendent de grands changements : maintenant que le combat pour le pouvoir a été gagné, il reste à gagner, sur de tout autres terrains, les batailles pour le développement économique et social.

"Après des années politiques, nous aurons des années techniques" : c'est ce projet excellent qu'il s'agit maintenant de mettre en œuvre.

### Ranariddh : hors politique ?

Le prince Ranariddh obtient le poste de Président de l'Assemblée auquel il tenait tant : il peut se targuer d'avoir arraché cette concession majeure au PPC.

Ce poste très honorifique lui évite d'être, au gouvernement, sous les ordres du Premier ministre Hun Sen.

D'autre part il le situe, en dehors, au-dessus des luttes partisans, dans une situation de neutralité politique qui doit normalement le préparer, le moment venu, à monter sur le trône.

Le prince Ranariddh aura à la

(suite page 2)

### A l'intérieur

enfin le déblocage  
le point sur le PASEC  
Handicap International

pp. 1 - 2  
pp. 3 - 4  
pp. 5 - 6 - 8

élections :  
chiffres et commentaires  
médias

pp. 6 - 7  
p. 8



présidence de l'Assemblée une très grande responsabilité : s'il reste partisan, chef d'une formation décidée à en découler avec le PPC, on ira évidemment à l'échec.

S'il dépasse ce rôle, s'il œuvre en faveur de la coopération espérée, à désamorcer les querelles en bonne intelligence avec le Premier ministre, tous les espoirs sont permis.

#### Chea Sim : modérateur

Chea Sim devient président du Sénat -qui reste à créer-, une solution qui semble très heureuse, puisqu'il demeure le second personnage du Royaume, le chef d'Etat par interim en l'absence du Roi : c'est un poste qui correspond très bien à ses fonctions de Président du parti arrivé premier aux élections, qui convient bien aussi à son expérience, et à son tempérament modérateur, plus conciliant que partisan.

#### Sam Rainsy

##### leader de l'opposition ?

Pour Sam Rainsy, s'il devient comme il semble le chef de l'opposition, il aura le rôle essentiel de contester l'action du gouvernement, de rappeler les règles de la démocratie, de la transparence, de dénoncer les entorses à la bonne gestion de certains dossiers, de défendre la justice et les droits de l'Homme, de proposer des politiques ou des choix différents, ... Avec ses 15 députés, il n'aura pas le pouvoir de bloquer les travaux de l'Assemblée. Mais PSR et Funcinpec, avec 58 voix pourront faire échec au PPC.

Il faut espérer que les débats ne se feront pas en fonction seulement des clivages politiques, car on arriverait rapidement au blocage.

Rappelons aussi ce rôle de l'opposition : elle se prépare à gouverner à son tour, aux élections suivantes, avec des

chances d'autant plus fortes d'y parvenir qu'elle est plus "crédible", qu'elle donne confiance en ses capacités de gouverner. L'opposition constitue ainsi pour le parti au pouvoir l'aiguillon qui l'incite à bien faire, pour conserver ses partisans. Ainsi va, en principe, la démocratie, ...

#### amnisties

Une concession importante du PPC, une décision pertinente, c'est l'amnistie promise à des personnalités écartées de la vie politique dans des circonstances diverses : le prince Chakrapong, le prince Sirivudh, le général Nhiek Bun Chay, Serey Kosal, Sin Song, ... amnisties qui devraient marquer, on peut l'espérer, la volonté de part et d'autre de repartir dans un climat sinon de parfaite entente, du moins de co-existence.

#### répartition des postes

Selon nos informations, peu de postes ministériels changeraient de titulaire. On parle des Affaires étrangères et de la Justice, peut-être d'un ou deux autres -mais rien n'est sûr. Pour la Défense et l'Intérieur on conserverait deux têtes, PPC et Funcinpec, formule intelligente, prudente, qui réduit les risques d'affrontement.

Pour l'Assemblée, puisque le président en serait Ranariddh, les deux vice-Présidents seraient PPC. Au Sénat, le président étant PPC, les deux vice-présidents seraient Funcinpec. Des neuf Commissions, 4 seraient PPC, 4 Funcinpec, une PSR.

Cette répartition est importante, parce que c'est le Comité permanent, composé du Président, des deux vice-Présidents et des Présidents des Commissions, qui fixe l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, et peut donc accélérer, ralentir voire bloquer une loi.

#### le Sénat : une bonne idée

Et reste à créer un Sénat. On peut critiquer l'idée. Craindre qu'une autre chambre de délibérations ne complique et ne ralentisse le travail législatif.

A notre sens, c'est au contraire une bonne idée.

En premier lieu un Sénat donnera des postes non seulement honorables mais utiles, à des gens d'expérience dont le Cambodge a grand besoin et qui se trouvent éliminés de la politique par les dernières élections.

Si, comme on le suppose, les membres de ce Sénat étaient nommés par le Roi, en totalité ou en grande partie, cela donnerait au Roi un surplus d'autorité, ou d'influence, justifié par la manifeste permanence d'un électorat royaliste très important (cn 98).

En second lieu ce Sénat représenterait peut-être mieux que les partis, mieux que l'Assemblée nationale, l'aspiration de la population rurale à une vie politique non partisane, modérée, éloignée des affrontements entre leaders, mais orientée en revanche vers le long terme, vers le développement économique et social.

Dans cet esprit, le Sénat pourrait être non seulement une deuxième chambre où l'on délibère des lois, mais une sorte de Conseil Economique et Social, une chambre de recherche et de réflexion sur les sujets qui s'accrochent mal du fractionnement par budgets annuels, qui demandent une vision à long terme : enseignement-formation, emploi, santé, environnement, lutte contre la pauvreté, image du Cambodge à l'extérieur, etc ... dont la planification serait en somme le prolongement concret.

Bien sûr selon la pugnacité de ses animateurs, ce Sénat pourrait avoir aussi un rôle plus immédiat de surveillance, de correction des votes de l'Assemblée : dire non là où les partis se

seraient laissés entraîner; défendre les intérêts du "petit peuple"; veiller à séparer business et politique, ...

Le Sénat pourrait représenter mieux que l'Assemblée nationale l'intérêt général, et contribuer ainsi à la réconciliation nationale.

#### volonté de coopérer ?

Reste que tout ce système ne fonctionnera que s'il existe une vraie volonté de coopération entre anciens adversaires. Si cette volonté n'existe pas, aucun mécanisme, aucune institution n'y pourront suppléer.

#### ASEAN : rien ne presse

Une fois encore, les pays de l'ASEAN remettent à plus tard l'adhésion du Cambodge au sein de l'ASEAN.

Dans les circonstances présentes, ce nouveau délai est sans importance. Presque heureux.

Le Cambodge doit concentrer ses forces sur ses considérables problèmes internes : création et mise en route du nouveau gouvernement, modification de la Constitution, ... il faut alimenter les caisses de l'Etat, attirer les investissements, réformer l'administration, etc ...

L'ASEAN n'est pas en état d'apporter le moindre secours au Cambodge. Les mois de crise ont fait la preuve de son inefficacité, de son manque de cohérence et de solidarité. La controverse sur la non-ingérence dans les affaires des pays membres est hors de propos : c'est construire un minimum de cohésion qui devrait être l'objectif de l'Association.

Pour le Cambodge, s'engager comme le veut l'AFTA à réduire ses droits de douane à l'importation, qui sont l'essentiel des revenus de l'Etat en l'absence de toute aide budgétaire extérieure, n'est vraiment pas opportun. Adhérer à l'ASEAN ? Oui sans doute, mais il n'y a pas d'urgence. **A.G.**

## A PROPOS ...

### APEC :

A la réunion du Forum de Coopération des Pays de l'Asie Pacifique (APEC), à Kuala Lumpur, les 17 et 18 novembre, deux phénomènes intéressants :

- les discussions sur la libéralisation des échanges ont été bloquées par le Japon, qui tient notamment à défendre ses produits de la pêche et du bois. Ce refus traduit la nécessité, pas seulement au Japon, d'un certain protectionnisme en faveur de certaines activités spéci-

fiques, selon les pays. La libéralisation des échanges rencontre les mêmes difficultés au sein l'ASEAN.

- les déclarations du vice-Président américain Al Gore en faveur de la démocratie et des réformes, qui ont suscité l'irritation en particulier des gouvernements de Malaisie, d'Indonésie, de Singapour, ne sont peut-être pas une erreur, mais destinées à faire entendre une forte voix américaine, rivale de celle de la Chine, à un moment où toute la région Asie du Sud-est dépend des secours du FMI, où la puissance économique des Etats-

Unis fait contraste avec les désastres asiatiques.

Ces propos provoquants renforcent aussi les fragments contestataires des populations locales, dont les Etats-Unis peuvent vouloir prendre une sorte de leadership moral.

Dans ce jeu multipolaire, l'Union Européenne avec ses rencontres inaugurées en mars 1996 (cn 46) est encore, politiquement, assez timide.

### hévéaculture

L'étude de faisabilité d'un projet de plantations familiales réalisée par *Terres-Rouges Con-*

sultant, remise en juin au gouvernement, vient d'être exposée à l'Agence Française de Développement (AFD) en vue de son financement.

Ce projet pilote (2000 ha, à Chup), coûterait 15 millions de F. Il serait mené en collaboration avec l'IRCC qui fournirait les plants. Reste à monter le mécanisme de financement des petits planteurs, en créant sans doute un fonds spécifique. On prête au second Premier ministre la volonté d'aller vite. Si l'expérience était concluante (après plusieurs années) elle pourrait être étendue à des sur



# le PASEC

Programme d'Appui au Secteur Educatif du Cambodge  
un entretien avec le directeur du programme

Loïc Le Bourhis

**L**e PASEC est, avec le PRASAC (appui au secteur agricole) l'un des deux programmes majeurs de l'Union Européenne au Cambodge.

Né en 1994 comme programme d'urgence -remise en route de l'éducation-, il a d'abord couvert deux ans, et consommé 13 millions d'écus. Puis prolongé deux fois d'une année (2 millions d'écus chaque fois). Ces programmes s'achèvent en décembre 1998.

L'Union Européenne vient de décider (cn 102) de poursuivre le PASEC jusqu'en décembre 2000 (7 millions d'écus).

## une tâche énorme

Quelques chiffres traduisent l'ampleur du PASEC, indique le directeur du programme M. Le Bourhis. Il concerne :

1 800 000 élèves  
47 735 instituteurs  
5 000 écoles  
173 districts, 23 provinces

Le PASEC a d'autre part quelques caractéristiques qui en font un cas unique au Cambodge :

- il couvre le pays tout entier (c'est le seul programme éducatif dans ce cas); on l'introduit dans les nouvelles provinces comme Pailin.

- c'est un don : pas de remboursement à prévoir. La gestion est entièrement "transparente" : tout est clair, connu, contrôlé, confirme un haut responsable cambodgien.

- il est entièrement "khmérisé". Il s'agit d'enseigner, en khmer uniquement, les enfants khmers, avec des instituteurs khmers. 2 millions de manuels, rédigés et imprimés au Cambodge sur financement de l'UE

avec l'appui de l'Unesco, ont été distribués gratuitement aux élèves de l'école primaire par le ministère. 130 000 guides pédagogiques ont été distribués aux maîtres - environ 20 000 par niveau. Tout est rédigé en khmer. Le responsable dans ce domaine est M. Sung Van Than. Au Comité de pilotage du PASEC qui se réunit chaque semaine sous la direction du sous-secrétaire d'Etat Bun Sok, co-directeur du programme, n'assiste qu'un seul non-cambodgien ...

L'équipe d'experts européens, qui a compté une dizaine de membres, n'en compte plus qu'un seul. Les 6 assistants techniques expatriés (très intégrés, parlant khmer) seront réduits à 4 en janvier 1999.

L'équipe cambodgienne compte 112 personnes sur le terrain. Tous les maîtres-formateurs sont cambodgiens.

## formation à distance des instituteurs

L'un des axes du programme est la formation des 47 000 instituteurs, de façon à élever leur niveau. Ce niveau, très disparate, est encore généralement bas, on l'estime en moyenne à celui d'une classe de cinquième. Il ne faut pas oublier que 83 % des enseignants ont disparu à l'époque du génocide.

On a créé pour cela un système de formation continue à distance.

Les instituteurs reçoivent à domicile (et "émargent" à la réception) des fascicules comportant des questions, auxquelles ils répondent. Chaque année, les instituteurs réalisent 4 à 5 "unités" -sur un total de 16-, portant sur les 3 matières : khmer, maths, et pédagogie. Des maîtres-formateurs, au nombre de 650, vont sur place,

surveillent et corrigent, tâchent de remédier aux fautes.

Environ 98 % des instituteurs remplissent réellement ces fascicules. Certains se font sans doute aider par le maître-formateur : selon certaines estimations à l'Education Nationale, environ 70 % des fascicules représenteraient le niveau réel de l'instituteur. Mais c'est déjà un chiffre très élevé.

A la remise du travail terminé, chaque instituteur reçoit 7 500 riels s'il est "proche", et 15 000 riels s'il est "éloigné".

Ce système, conforté par l'expérience de ses créateurs, apporte de bons résultats.

Selon une évaluation indépendante récente, portant sur 1000 élèves, 300 maîtres, dans 3 provinces, les progrès dans les deux matières "mesurées" : khmer et maths, ont été de 30 % pour les élèves et de 37 % pour les maîtres.

Il est vrai que l'on part de tellement bas, d'un niveau voisin de zéro, reconnaît Loïc Le Bourhis, que les premiers progrès sont relativement faciles.

## progrès du recrutement

La formation continue malgré tout ne permet pas d'atteindre le même niveau qu'avec des instituteurs recrutés avec un bon niveau initial. Depuis 1993 il y a eu de nets progrès dans ce domaine : on recrutait alors des maîtres au niveau 8, maintenant c'est au niveau "bac", correspondant à 12 années de scolarité.

Les 17 écoles de pédagogie, avec 150 formateurs, forment 3000 instituteurs par an, le double d'il y a 4 ans.

On est donc sûr la bonne voie, et les résultats seront apparents dans une dizaine d'années.

## niveau de vie

Il est bien évident que la qualité des maîtres dépend aussi de leur niveau de vie : avec des salaires trop bas, ils ne peuvent se consacrer entièrement à leur enseignement, ils doivent avoir une autre activité, ils ne sont

pas disponibles.

Un jeune instituteur gagne 35 000 riels (moins de 10 dollars). Avec les primes, on arrive à un maximum, au 6ème échelon, de 98 500 riels, soit 25,5 dollars. En moyenne, les salaires des instituteurs seraient de 77 000 riels. Il semble (une enquête est en cours) que les instituteurs des campagnes s'en tirent plutôt moins mal que ceux de Phnom Penh (malgré les leçons particulières). Il est clair que personne ne peut vivre avec de tels salaires.

Pour le personnel de service, les salaires vont de 15 000 riels à 40 000.

Rappelons que le "seuil de pauvreté" est de 35 000 riels et que 40 % des Cambodgiens sont encore au-dessous de ce seuil.

## on manque d'écoles

En moyenne, le ratio élèves/maîtres est de 42, c'est à dire acceptable (les meilleurs résultats sont obtenus dans des classes de 25 à 40 élèves). Mais, notamment à Phnom Penh, on compte jusqu'à 80 élèves par classe. Et il faut compter aussi avec la croissance démographique, + 3,2 %, et la croissance du taux de scolarité : + 2,6 %/an.

Malgré les 2000 écoles construites par Hun Sen et autres donateurs, il manque environ 20 000 salles de classe, surtout dans les endroits reculés.

L'UE lance un programme de construction de 1100 classes équipées.

## fortes raisons d'optimisme

Il existe de bonnes raisons d'être optimiste, souligne Loïc Le Bourhis. On peut estimer que le PASEC a jusqu'ici atteint ses objectifs à 70 % environ, un chiffre exceptionnellement élevé : en général un succès à 30 ou 35 % est considéré comme déjà très bien. Cela est dû à un gros effort mené en faveur des ressources humaines, administratives et péda-

(suite page 4)

## A PROPOS ...

faces beaucoup plus importantes.

La Banque Mondiale de son côté finance une étude destinée à recenser toutes les zones susceptibles d'être plantées en hévéas. Il est généralement admis que les surfaces exploitées au Cambodge pourraient être dix fois plus importantes.

## Confection : GSP menacés

Comme le patron des industries de la Confection Van Su Ieng en exprimait la crainte (cn 88), l'absence de quotas accordée

par les Etats-Unis à l'entrée des produits de confection provenant du Cambodge est menacée. Or cette absence de quotas "est la principale des incitations à venir investir au Cambodge". Les quotas concerneraient 3 produits (chemises, T-shirts et polos); ils pourraient dissuader 140 projets d'usines de confection, correspondant à des dizaines de milliers d'emplois, estime le ministre du Commerce Cham Prasadh. L'une des causes de l'attitude américaine : l'insuffisante proportion de la valeur ajoutée au Cambodge à des produits déjà

semi-finis; une autre : l'utilisation de l'absence de quotas en faveur du Cambodge par des investisseurs asiatiques (Chine, Taïwan, Hong Kong, ...) gênés chez eux par les quotas (cn 100). Le GMAC (Association des industriels de la Confection) finance une mission ministérielle aux Etats Unis.

## CAFC : la crise financière internationale

Lors de sa réunion du 12 novembre, en présence de l'ambassadeur J.A. Libourel, le Club d'Affaires Franco-Cambodgien (CAFC) qui compte près de 50

membres, a entendu un exposé de Gérard Lapiere, Inspecteur de la Banque de France, détaché auprès du FMI, sur "La crise Financière Internationale". un sujet qu'il avait traité peu auparavant dans *Cambodge Nouveau* (n° 102).

A une assistance nombreuse et attentive, l'orateur a expliqué les causes et les différents aspects de la crise, les enseignements et les remèdes en cours, fait remarquer les progrès récents en Thaïlande, en Corée du Sud, et insisté sur l'importance maintenant de la situation

(suite page 4)



## le Programme d'Appui au Système Educatif du Cambodge

(suite de la page 3)

gogiques.

*"Ce qui me frappe surtout, c'est la motivation, le dévouement des parents, qui font tout ce qu'ils peuvent pour la scolarité de leurs enfants : ils en assument le coût pour 75 %, l'un des taux les plus élevés au monde. Il y a au Cambodge une "matière humaine" très riche. Je n'ai jamais vu dans les nombreux pays où j'ai travaillé une telle participation des nationaux à la remise en route de leur pays".*

On peut dire qu'au Cambodge les coopérants et les experts pourraient presque se retirer du pays : le système éducatif continuerait à fonctionner. C'est déjà un grand succès, qui

étonne même les responsables cambodgiens.

Le Secrétaire d'Etat Kea Sahan par exemple, avait du mal à croire ce "rêve" réalisable !

### des objectifs réalisables

On ne pourra évidemment parler de vrai succès que lorsque tous les enfants seront scolarisés, partout, y compris les filles, et quand les instituteurs pourront se consacrer exclusivement à leur enseignement. Mais au Cambodge cet objectif paraît atteignable.

Cela suppose des investissements énormes, en finances, en ressources humaines, et beaucoup d'abnégation des bailleurs de fonds, parce que dans le domaine de l'éducation les

progrès sont lents et peu visibles. Il faudra deux ou trois générations avant qu'un bon niveau soit atteint.

### les faiblesses du système

Malgré l'excellent climat général, il existe encore des familles où l'on ne considère pas que l'école soit indispensable. On a besoin du travail des enfants à la maison, pour garder les animaux etc... D'abord le bol de riz ! Dans le Rattanakiri par exemple, certains parents accepteraient d'envoyer leurs enfants à l'école si on leur payait une compensation.

Pour les mêmes raisons, il y a une très forte déperdition en cours de scolarité : 40 à 45 % des enfants abandonnent l'école au cours des premières années : les parents n'ont pas les moyens de payer les quelques frais : entretien de l'école, matériel, l'uniforme, et un peu l'instituteur.

### le budget à la traine

Un sujet d'inquiétude : le budget de l'Education nationale ne représente encore que 10,3 % du budget national - alors qu'il concerne 2 millions de foyers, alors que l'Education nationale représente en gros 20 % des effectifs de la fonction publique. Le budget doit passer à 15 % en 2000, c'est un engagement pris par le gouvernement en 1994 : sera-t-il tenu ?

### les années qui viennent

On va d'une part poursuivre les actions engagées pour améliorer la formation des maîtres d'une part, et la machine institutionnelle d'autre part.

On va aussi poursuivre l'effort pour améliorer le niveau de vie des maîtres.

### le projet de pré-professionnalisation

Mais, pour prendre mieux en compte les leçons de l'expérience (un taux d'abandon très fort en cours de scolarisation) et les besoins réels du pays, on va s'efforcer de mieux orienter le contenu de l'enseignement : c'est le projet de *pré-professionnalisation*, qui va concerner les élèves du primaire et ceux des trois premières années du secondaire.

C'est un projet très ambitieux, qui demande d'abord une étude de faisabilité. Il faudra deux ans pour mettre sur pied une expérimentation au niveau national. On le fera dans les 17 écoles de pédagogie où sont formés les instituteurs, et dans des classes d'application. On aura ainsi un échantillon réel, sans aller partout du premier coup.

Il faudra ensuite évaluer et valider. C'est un processus qui a déjà été expérimenté dans d'autres pays.

Un expert en pré-professionnalisation va être recruté en janvier.

### le PASEC

#### n'a que des miettes !

Jusqu'à présent, nous dit l'un des deux créateurs du PASEC, ce projet est un succès, les évaluations le montrent, grâce à du savoir-faire, du dévouement, et grâce à un partenariat réussi à tous les échelons, entre bailleurs de fonds et bénéficiaires comme au sein de l'Education nationale.

Mais, alors que l'Union Européenne a consacré d'abord une part très importante de son budget Cambodge à l'Education primaire, alors que le PASEC n'a recueilli que des louanges, alors qu'il est reconnu que l'éducation est un facteur essentiel de la formation, de l'emploi, du développement, l'Union Européenne ne lui consacre maintenant que des miettes. C'est une grave injustice. Sans doute le développement rural est-il mieux défendu à Bruxelles que l'Education.

Le PASEC est d'autre part victime de la politique par "projets" de durée trop brève. Ce qu'il faut, dans le domaine de l'Education, c'est une politique à très long terme, avec des étapes

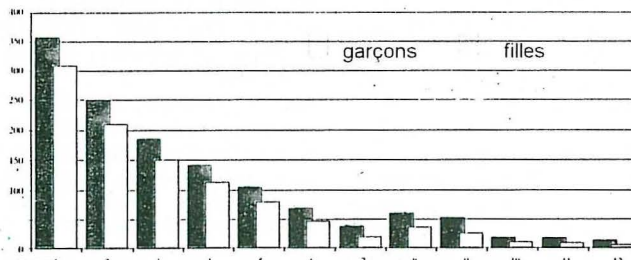
tous les deux ans qui permette des modifications.

On sait d'expérience que si dans un pays le budget de l'Education est inférieur à 15 % du total, ou si le taux d'analphabétisme est supérieur à 40 %, ce pays ne décolle pas. Or le Cambodge a ces deux handicaps. Il faut donc redoubler d'efforts en faveur de ce bébé bien né, bien parti, alors qu'on semble se désintéresser de sa marche, de son évolution.

On fait comme si, en 4 ans, l'Education nationale avait déjà pris toutes ses responsabilités ; comme si les ressources humaines étaient formées ; comme si le ministère pouvait gérer seul, en direct, le projet. C'est trop vite, trop tôt. Les responsables de l'Education nationale, trop peu nombreux, ne peuvent gérer que l'immédiat.

Attention : les familles sont à la limite de leurs possibilités. On risque un mouvement de déception menant à la déscolarisation. Et les maîtres : combien de temps tiendront-ils avec 20 dollars par mois, alors qu'il en faut 50 en province et 100 à Phnom Penh pour faire vivre une fa-

nombre d'élèves par année de scolarité, en milliers



On voit la très importante déperdition en cours de scolarité, principalement pour des causes économiques. Il faut noter aussi un taux de redoublement très important (40 %) dans les années 1 et 2, parce que beaucoup d'enfants sont scolarisés avant la limite des 6 ans révolus.

### A PROPOS ...

financière au Japon et au Brésil.

#### armes

Le recensement des armes détenues illégalement (sans permis) par des particuliers, opéré à domicile par la police, à Phnom Penh, a déjà permis d'en repérer 50 000, alors que l'opération n'en est encore qu'au tiers environ, a déclaré M. Chea Sophara, vice-Gouverneur de Phnom Penh. Au chiffre total supposé de 150 000 il faudrait ajouter toutes les armes que leurs propriétaires

sont décidés à ne pas déclarer.

#### erratum

Un mot a été sauté dans l'article *Union Européenne* : on continue (cn 102). Le propos de M.

sur commande

la collection reliée de  
**Cambodge Nouveau**  
complète jusqu'au dernier numéro paru, avec  
l'Index le plus récent.

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
désidéologues  
volontaires  
meilleurs  
investissements

Cambodge Nouveau  
bimensuel  
politique, économie, éducation

directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Directeur commercial Benoît Roch  
Impression CIC Centre Informatique du  
Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**

est vendu sur abonnement seulement  
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mobile 012 803 410



**S**pécialiste incontestée des accidents par mines et engins explosifs et du traitement des handicaps qu'ils provoquent, Handicap International est l'une des plus importantes ONG au Cambodge. Avec les années, son action s'est beaucoup étendue et diversifiée, comme on le voit dans le rapport annuel d'activité.

### un champ d'activités très diversifié

Elle mène 4 programmes majeurs :

- Réadaptation; - Appareillage; - Réinsertion économique et sociale; - Mines. S'y ajoute un programme "horizontal" : Soutien institutionnel.

Le champ d'action est devenu très vaste.

- dans le programme "réinsertion économique et sociale", les handicapés ne sont plus seulement les victimes des mines, mais aussi les handicapés par cécité, poliomyélite, hémiplegie, paralysie cérébrale, ... aidés à domicile dans les domaines social, thérapeutique et parfois économique, pour favoriser leur réinsertion;

- le programme "appareillage" comporte 7 ateliers de fabrication de prothèses, d'orthèses, de tricycles, de béquilles, de pieds en caoutchouc (6250 paires fabriquées en 1997);

- le programme "réadaptation" comprend une Ecole de kinésithérapie capable depuis un an de fonctionner sans expatriés, et un Centre pour paraplégiques et tétraplégiques, à Battambang, qui fonctionne aussi, depuis fin 1997, sans expatrié permanent;

## HANDICAP INTERNATIONAL

### mines, handicaps et société

un entretien avec Marc Bonnet

- le programme "mines" comporte un appui au CMAC (Mine Action Center) : soutien aux opérations de déminage, cartographie, vérification des champs de mine, et un appui à la Croix Rouge Cambodgienne pour établir une base de données sur les accidents.

### mines et victimes : une information précise

Des informations avaient été collectées par l'UNTAC et le CMAC mais elles demeuraient très incomplètes. Dans le cadre de la Croix-Rouge Cambodgienne, avec un financement de l'UNICEF, et avec le MAG (Mine Advisory Group), nous avons réalisé à partir d'un grand nombre de sources, un premier rapport, avec des statistiques et des graphiques précis. Nous avons d'une part collationné plus de 40 000 informations détaillées sur les accidents par mines et engins non explosés survenus depuis 1979. Et d'autre part, concernant 1997 et couvrant 10 provinces (qui représentent ensemble environ 90 % des zones minées du Cambodge), nous avons grâce à des formulaires précis et à l'informatisation, établi des statistiques très détaillées et très fiables.

Pour chaque accident nous avons le nom de la victime, son adresse, le lieu précis de l'accident, ses circonstances, l'effet de l'explosion, le sort de la victime, ...

Ces statistiques par provinces, districts, et jusqu'au niveau des villages, nous permettent d'augmenter beaucoup notre efficacité, en nous concentrant sur les zones les plus dangereuses, les communes les plus touchées, en établissant des priorités. Ces statistiques nous permettent une meilleure connaissance des besoins, une meilleure planification, et au total une meilleure utilisation des ressources.

De même pour le CMAC auquel nous communiquons nos statistiques.

A partir de 1999 nous couvrirons la totalité des provinces. Et cette couverture nationale sera progressivement entièrement réalisée par la Croix Rouge Cambodgienne.

### 1997 : forte diminution des accidents

Pour 1997 on constate une nette diminution du nombre des victimes des mines et engins non explosés : 1 369 (2 766 en 1996), soit environ - 50 %, due à la diminution des activités militaires.

On s'attend à une poursuite de cette diminution.

Mais on s'attend en revanche à une augmentation du nombre des victimes civiles, due en partie à la situation économique. Sous la pression du besoin, des gens prennent de plus en plus de risques. Ils s'installent par exemple le long des routes de Phnom Malaï, de Païlin, alors

qu'ils savent que ces zones sont totalement minées.

Il est certain qu'une meilleure situation économique diminuerait cette pression, et donc le nombre des accidents. L'amélioration dépend de l'activité économique, qui est elle-même liée à la situation politique.

### un nouveau programme : "enfance handicapée"

Commencé en 1998 ce nouveau programme concerne pour commencer quelques districts dans 2 provinces. Il consiste à suivre les enfants accidentés dans leur famille, et à les aider à se débrouiller, à acquérir leur indépendance, leur mobilité, à développer leurs capacités de façon à soulager la famille qui est déjà dans le besoin. Des "agents de réhabilitation" interviennent dans les familles, regroupent des familles, créent des relais, et aussi donnent des idées, des outils, une formation au niveau des provinces et créent des ateliers... Une expérience déjà réalisée dans d'autres pays.

### préparer le relais cambodgien

Après six à 7 années d'expérience sur le terrain, nous avons maintenant un bon savoir-faire, un bon niveau technique, reconnaît Marc Bonnet.

Se pose maintenant, notamment, la question du relais : relais humain et relais financier. Nous préparons la passation de nos activités au gouvernement (ministère des Affaires Sociales) et au niveau des provinces : c'est la façon d'assurer la pérennité de notre activité.

(suite page 6)

### accidents : statistiques 1997

• Le nombre d'accidents par mines survenus en 1997 dans les 10 provinces sous contrôle a été de **1 369** (moyenne 114 par mois), en diminution de 50 % par rapport aux 2 766 de 1996 - chiffre record.

• 20 % des victimes de ces explosions ont été tuées ou sont décédées des suites de leurs blessures. Le taux des tués a diminué de moitié depuis les années 80, notamment parce que l'accès aux victimes est meilleur et que les délais des secours ont été raccourcis.

• 22 % des victimes ont été amputées. 58 % blessées (brûlés, aveugles, sourds, ...).

• 75 % des victimes sont des hommes de 18 à 55 ans. 10 % sont des femmes. 18 % sont des enfants de 1 à 17 ans (en nette augmentation).

• En 1997 les accidentés ont été pour moitié des civils et pour moitié des militaires.

• Les quatre provinces les plus touchées (ensemble : 70 % des accidents) : Battambang, Banteay Meanchey, Oddar Meanchey, Siem Reap.

• 8 districts (sur un total de 182) cumulent à eux seuls 53 % des accidents; 4 sont dans la province de Battambang. 20 communes (sur un total national de 1636) cumulent 50 % de tous les accidents.

### Handicap International

Créé en 1982 par des médecins lyonnais qui avaient travaillé dans les camps de réfugiés cambodgiens à la frontière thaïlandaise.

Handicap International a maintenant deux sections : à Lyon (plus de 100 personnes), et à Bruxelles (25 à 30), avec des antennes en Allemagne, en Suisse, au Luxembourg, en Grande Bretagne, au Danemark, aux Etats-Unis, qui sont en contact avec les organisations locales, les ministères concernés, recherchent le financement et les ressources humaines (démineurs, orthoprothésistes, kinésithérapeutes, gestionnaires, ...) et travaillent à l'"image".

Handicap International est des six membres de la **campagne internationale contre les mines** qui a obtenu le Prix Nobel de la Paix en 1997. Le traité contre les mines (Convention d'Ottawa de décembre 1997) (interdiction de leur fabrication, stockage, transport, vente et utilisation) a été signé par plus de 120 pays et ratifié par plus de 40, seuil qui permet sa mise en œuvre selon le droit international. Environ 1200 ONG dans le monde ont maintenant rejoint les six fondateurs de la campagne. Reste cependant à convaincre les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Vietnam, etc ... y compris quelques pays européens. "Il faut maintenant pousser les Etats un par un", souligne Marc Bonnet.



## HANDICAP INTERNATIONAL

Jusqu' à présent –les décisions étant prises conjointement avec le ministère des Affaires Sociales, que nous tenons informés– nous avons géré "en direct", c'est à dire nous-mêmes.

Dans notre équipe de Handicap International, après 6 à 7 années d' efforts menés en commun, nous voyons émerger parmi les quelque 120 Cambodgiens de réelles compétences. Je suis optimiste quant à la possibilité de passer progressivement le relais à des res-ponsables cambodgiens. D' ici peut-être 3 ans, nos effectifs expatriés, actuellement 10 à 12 personnes, pourront être diminués.

Concernant le ministère des Affaires Sociales les programmes anciens sont bien compris. Mais nous devons encore faire un plan de formation pour les futurs acteurs-clé, et un plan d' action. C' est l' objet de notre projet *Appui institutionnel*.

Mais beaucoup dépend de la situation politique et économique du pays, aux moyens que le gouvernement voudra et pourra consacrer au social.

## financement

Il en est de même pour notre financement : on sent que beaucoup de pays attendent que le Cambodge ait acquis une solution politique à long terme. Ils ont tendance à vouloir "court-circuiter" le gouvernement.

Nous sommes très actifs dans la recherche d' un financement qui soit aussi diversifié que possible pour assurer notre indépendance. Au nombre de nos sources principales : l' Union Européenne (DG1, ECHO), l' Unicef, la France, le Japon, des ONG hollandaises, allemande, la

Coopération belge, Terre des Hommes, ... et des "coups de main" venant d' ONG, ...

Notre budget pour 1998 : 2, 5 millions de dollars.

En fait trois sources sont indispensables à notre activité :

- du côté du gouvernement, le maintien au moins, si possible l' augmentation du budget des Affaires sociales; et il faut que les moyens parviennent aux provinces et aillent de là aux vrais destinataires;

- une participation officielle des bénéficiaires de façon à les responsabiliser (exemple : si une prothèse coûte 40 dollars, la contribution pourra être de 5000 riels);

- et un soutien extérieur pendant encore quelques années, avant d' être relayé par le gouvernement, par le bénéficiaire et par la Croix-Rouge.

A Takeo la Croix-Rouge Suisse expérimente une formule d' avenir : les salaires des intervenants, de 70 à 250 dollars, sont payés conjointement par le gouvernement, le bénéficiaire, et la Croix Rouge.

Le "recouvrement des coûts" est l' un de nos axes de recherche. Le Comité National pour la réhabilitation des personnes handicapées va notamment travailler sur ce thème.

## rester évolutifs

Pour définir nos programmes, nous partons toujours des demandes, des besoins. Dans l' avenir, selon ces besoins, certains programmes pourront être diminués, d' autres développés, et de nouveaux programmes créés, comme l' ont été notre base de données et notre pro-

(suite page 8)

élections du 26 juillet 1998  
chiffres et commentaires

**L**a Francophonie, dont le Secrétaire général est M. Boutros Boutros-Ghali, avait, sur la requête du Gouvernement Royal du Cambodge, envoyé une délégation pour observer les élections du 26 juillet.

Composée de six membres – M. Bastide, Président de la Cour Suprême du Mali, M. Mayaki, Agence de la Francophonie, Communauté française de Belgique, M Péjo, Assemblée parlementaire de la Francophonie, Mme Nobs, professeur, Suisse, et M. Panaitescu, Ministère de la Justice, Roumanie– la délégation de la Francophonie a observé 34 bureaux de vote, à Phnom Penh (Russey Keo), à Takhmau et dans la province de Kompong Chhnang.

Le rapport de cette délégation vient d' être publié par l' *Organisation Internationale de la Francophonie*. En plus des observations et des conclusions de la délégation de la Francophonie, ce rapport constitue une sorte de synthèse des élections du 26 juillet 1998 : méthode, déroulement, résultats, commentaires, qui permet une utile vue générale de cet événement.

## le coût

D' abord estimé à 26,9 millions de dollars, le coût des élections a finalement été de 27, 922 millions de dollars (voir tableau).

Ce coût a été pris en charge - en partie par le budget du Cambodge, pour un montant de 6, 151 millions de dollars;

- et pour le reste par les contributions des partenaires au développement. Principaux contributeurs : le Japon pour 9,247 millions de dollars, l' Union Européenne pour 8, 406 millions (voir tableau).

## l' observation du scrutin

Il y avait 11 699 bureaux de vote, principalement situés dans les écoles, les lieux de culte (pagodes et mosquées), ou autres (usines).

La sécurité était assurée par des officiels identifiables par des brassards bleus (...)

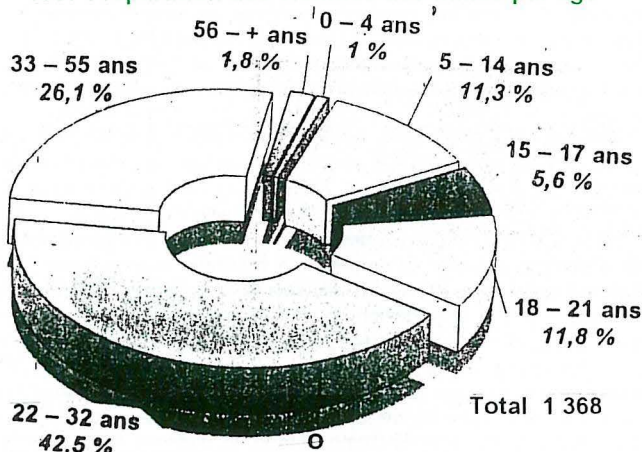
Chaque bureau était constitué d' un président, d' un vice-président, d' un secrétaire, d' un commis et d' un contrôleur de file d' attente.

Chaque parti était autorisé à y détacher un représentant politique. Dans la mesure où 39 partis pouvaient avoir des candidats, le président du bureau de vote avait la faculté d' instituer une rotation entre les différents représentants des partis politiques (...) en outre quatre observateurs indépendants accrédités par le Comité Electoral National étaient autorisés à assister aux opérations électorales à l' intérieur des bureaux (...) Trois ONG ont bénéficié d' une priorité pour l' accès aux lieux de vote et de dépouillement : COMFREL, COFFEL et NIFEC (...).

Pour que l' observation soit significative et crédible, la norme retenue consistait à faire visiter par les observateurs internationaux, sous la coordination de l' ONU, 12 % des 11 699 bureaux de vote le jour du scrutin.

L' Union Européenne a créé sa propre structure de coordination (EUOU) et envoyé 15 observateurs "long terme" et environ 200 observateurs "court terme" venant de ses 15 pays membres, déployés en 100 équipes. L' ONU de son côté a créé un Secrétariat de l' Assistance Electorale des Nations Unies (UNEAS) qui a coordonné les équipes de nombreux pays, d' ONG et d' organisations régionales et internationales, soit 220 observateurs internationaux, dé-

## 1997 : répartition des victimes des mines par âge



Source Mine Incident Database Project  
Handicap International Unicef Croix Rouge Cambodgienne

## Répartition du coût des élections

(mio de USD)

Inscription des électeurs / listes électorales	6, 789
Centre national informatique	1, 250
Opérations de vote et de dépouillement	8, 235
Communications	1,387
Commissions électorales (nation., prov., commun.)	
- salaires, indemnités	5, 059
- fonctionnement	4, 573
Comité Electoral National, oct-déc 1998	0, 300
Imprévu	0, 200
<b>total</b>	<b>27, 922</b>



## élections du 26 juillet 1998

ployés en 110 équipes.

Une structure de coordination politique, le Groupe commun des observateurs internationaux, JIOG, avec l'aide de l'ONU, rassemblait la quasi-totalité des observateurs internationaux.

## dépouillement du scrutin

Toutes les régions du pays ont été visitées par les observateurs, et toutes les circonscriptions l'ont été par plusieurs équipes, soit de la coordination de l'UNEAS, soit de celle de l'EUOU, soit, cas le plus fréquent, des deux coordinations.

Selon les statistiques de l'UNEAS (Secrétariat de l'Assistance Electorale des Nations Unies) :

- 97,5 % des bureaux ont ouvert à l'heure (7h);
- 91,3 % des bureaux ont fermé à l'heure (16h);
- le matériel était complet;
- les membres des bureaux de vote étaient présents à 99,7 %;
- les membres du service de sécurité étaient présents (96 %);
- les observateurs ont estimé à 90 % que les opérations de vote s'étaient bien déroulées, "sans incidents susceptibles d'entacher l'intégrité du processus".

## extraits du rapport de la délégation francophone :

"Le peuple cambodgien s'est précipité aux urnes de bonne heure (...). Dès le déjeuner, 80 à 90 % des électeurs avaient voté dans les bureaux observés. La délégation a été frappée par la volonté et la fierté affichées du peuple cambodgien dans l'exercice de son droit de vote. Dans l'ensemble des provinces observées, le déroulement du scrutin s'est déroulé sans incident et le secret du vote a été respecté.

"Même si chacun des représentants des partis politiques n'était pas immédiatement identi-

fiable, les observateurs francophones, s'étant inquiétés de leur appartenance, ont pu constater que les trois principaux partis étaient systématiquement représentés (...)"

## le dépouillement

Commentaire de la délégation francophone : le dépouillement "s'est opéré dans la transparence et la minutie. Il a tout d'abord confirmé ce que les files d'attente laissaient entrevoir en début de matinée, à savoir un taux de participation particulièrement élevé, dépassant les 90 %, concourant à légitimer ces élections".

[sur la répartition des sièges et les controverses à ce sujet, voir CN n° 99 et 102].

## conclusions

"(...) Le Groupe commun des observateurs internationaux a rendu public dès le 27 juillet, au lendemain du vote, son évaluation des opérations de vote et de dépouillement (...). La délégation francophone tient à faire connaître son entière adhésion à ses développements et conclusions, ses propres constats lui ayant permis d'arriver au même résultat qui, d'ailleurs, est aussi celui de tous les observateurs internationaux que ses membres ont pu rencontrer après le scrutin.

bonne organisation  
Et civisme

La délégation tire deux conclusions de ses observations :

"1. La bonne organisation des opérations électorales menées sous la direction du Comité Electoral National. C'

est la première fois que les Cambodgiens organisaient, sous leur propre responsabilité, des élections démocratiques. Les observateurs internationaux ont salué à la fois l'organisation et le déroulement de cette consultation, impliquant à tous les niveaux des opérations nombreuses et très codifiées.

"A ce titre, la délégation a été extrêmement impressionnée par la qualité et le sérieux du personnel électoral et la minutie avec laquelle il a effectué son travail. Elle tient à rendre un hommage appuyé à la Commission Electorale Nationale (NEC) qui a dispensé en amont du scrutin une formation exemplaire à ses cadres, et a contribué de manière déterminante à ce que le peuple cambodgien puisse s'exprimer librement.

"2. Le haut degré de civisme des électeurs et d'une manière générale, des citoyens cambodgiens qui, en dépit des drames récents qu'a connus leur pays (...) se sont fortement impliqués dans toutes les étapes du processus électoral

- inscriptions massives sur les listes électorales (plus de 98 % des électeurs se sont faits inscrire);

- déroulement assez calme, dans l'ensemble, de la campagne électorale;

- affluence importante dans les bureaux de vote le jour du scrutin, entraînant un taux de participation exceptionnel (plus de 90 %).

"C'est pourquoi, nonobstant les déclarations de certains partis politiques selon lesquelles des fraudes massives et des irrégularités importantes auraient entaché le scrutin du 26 juillet et son dépouillement, que les observateurs internationaux et nationaux, pour leur part, n'avaient pas constatées, et pour lesquelles les preuves n'avaient pas été apportées, la délégation estime que l'on peut considérer que les électeurs cambodgiens ont profité pleinement de cette consultation pour exprimer leur choix réel en toute liberté".

## Les communiqués du Groupe commun d'observateurs internationaux (GCOI / JIOG) :

- le 27 juillet : "(...) Le GCOI estime que l'atmosphère générale et les règles de procédure suivies le jour du vote et le jour du décompte des voix (...) représentent un véritable succès et un pas en avant si on les compare à celles qui ont prévalu lors des élections législatives cambodgiennes de 1993. Le GCOI salue et applaudit le Comité Electoral National et à travers lui tout le personnel électoral du pays pour le travail accompli en si peu de temps et dans des conditions difficiles.

"Par ailleurs le GCOI souhaite féliciter chaleureusement les observateurs nationaux compétents, tels que ceux du COMFREL, COF-FEL et NICFEC pour le dévouement dont ils ont fait preuve dans leurs activités liées au processus électoral (...)"

"Dans ce contexte, l'impression du GCOI est que ce qui a été observé le jour des élections et le jour du décompte des voix est un processus qui a été libre et équitable dans une mesure lui permettant de refléter de façon crédible la volonté du peuple cambodgien. En fin de compte, les tentatives d'intimidation de certains éléments de la population cambodgienne ne semblent pas avoir eu d'incidence sensible sur le déroulement du scrutin (...)"

- le 29 juillet : "le travail d'observation du GCOI le jour des élections, le 26 juillet, et le jour du décompte, le 27 juillet, a été réalisé avec presque 500 observateurs qualifiés. Ils ont observé quelque 18 % des bureaux de vote et 13 % des bureaux de dépouillement, ce sont des taux élevés selon les critères internationaux. Les observateurs internationaux ont aussi été en contact étroit au cours de leur travail avec plus de 10 000 observateurs nationaux entraînés. L'impression du GCOI est que la qualité de son travail (...) lui permet d'exprimer des conclusions claires, telles qu'il l'a fait dans sa déclaration du 27 juillet. Nous ne trouvons aucune raison de modifier ces conclusions après le "débriefing" de nos observateurs.

"Traiter les réclamations concernant les irrégularités commises pendant ces élections est une tâche qui concerne les autorités et institutions cambodgiennes compétentes. Le GCOI estime que ces réclamations doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies. Le GCOI est prêt à fournir son assistance (...)"

## Qui a payé ? (mio de dollars)

Japon (dont 6 par le PNUD)	9, 247
Union Europ. (+ PNUD)	8, 406
Gouv. du Cambodge	6, 151
PNUD	10, 482
Allemagne	75 000
Australie	77 235
Belgique	270 270
Canada	568 229
R.P. Chine	50 000
Corée Sud	51 774
Danemark	869 565
Etats-unis	400000
France	330 000
Grande Bret.	500 000
Irlande	13 880
Japon	6 000 000
Norvège	535 999
Nouvelle Zél.	106 220
Pays Bas	150 000
Suède	484 253
Total	10 482 425

## les élections de juillet 1998

## sièges

PPC	64 sièges	+ 13
Funcinpec	43 sièges	- 15
PSR	15 sièges	+ 15

## voix

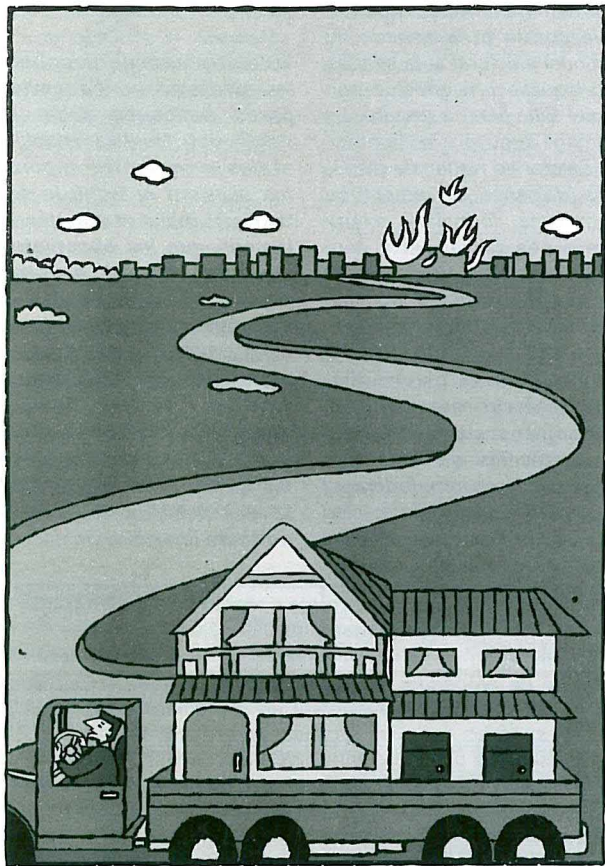
PPC	2 030 790	+ 497319
Funcinpec	1 554 408	- 245 783
PSR	699 665	

## en %

PPC	: 41,4 % des voix (93 : 38,2)
Funcinpec	: 31,7 % (93 : 45,4)
PSR	: 14,27%
[Funcinpec + PSR	: 45,97 %]



## Vos rêves se sont ils envolés? Appelez Indochine Insurance!



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
  - Un service efficace et rapide
  - Des experts pour vous conseiller sur :
  - Evaluation des risques
  - Expertise des sinistres
  - Prévention
  - Motocyclette
  - Santé
  - Accident du travail
  - Aviation
  - Transport de marchandises
  - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

 **indochine**  
INSURANCE  
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338  
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

(suite de la page 6)

gramme "enfance handicapée".  
Je pense que des activités vont se développer dans ce qu' on peut appeler le domaine "post-guerre":  
- utilisation des terres déminées;  
- suivi des traumatisés chez les victimes (une enquête nationale va être faite sur les amputés handicapés) ...

- et on va se préoccuper des très nombreux autres handicapés : infirmes moteurs cérébraux, gens atteints de tuberculose osseuse, hémiplegiques, infirmes moteurs, ... En fait il s' agit de dizaines, de centaines de milliers de gens ...

**combat contre les mines**  
Notre campagne internationale,

souligne Marc Bonnet, a réussi, du moins dans le domaine des mines, là où la Conférence de

### la campagne contre les mines : émergence de la société civile

Genève sur le Désarmement est enlisée depuis des décennies.

En réalisant un grand pas vers l' interdiction totale des mines anti-personnel, notre campagne a introduit, pour, la première fois, le

poids de la société civile, représentée par des ONG, dans des domaines jusque là réservés aux politiques, aux militaires et aux diplomates. Reconnus comme interlocuteurs, nous les avons fait réfléchir, au-delà de leurs préoccupations propres, au-delà des frontières, à la société toute entière, et à la défense de ses intérêts.

## MEDIAS

### Internet

les élections de juillet

Signalons une très complète "Analyse du résultat des Elections" par Raoul Jennar - qui est depuis septembre Docteur de l' Université (*Institut National des Langues et Civilisations Orientales, INALCO*).

Ce texte d' abord paru sur Internet le 14 octobre, donne en premier lieu de façon très détaillée les résultats des élections de juillet : nombre de votes (et différence avec 1993), résultats par provinces (et différences), résultats par partis (et différences), résultats du PPC, du Funcinpec et du PSR par circonscriptions (et différences). Puis une analyse pertinente des résultats, en 6 observations :

- transfert des voix Funcinpec vers le PSR; - gains du PPC, mais de façon très inégale, dans toutes les circonscriptions; - permanence d' un électoral royaliste; - vote des nouveaux électeurs en faveur du VPC et du PSR; - cas particulier de Phnom Penh, qui ne refiète pas le vote national; - il n' y a guère de possibilité de "fraudes massives" : les grandes caractéristiques de 1993 demeurent : un courant royaliste majoritaire, un PPC très puissant.

Troisième partie : plaidoyer très argumenté en faveur de la validité et de la crédibilité des

résultats.

Quatrième partie : contestation des arguments de Peter Schier à propos du système d' attribution des sièges à l' Assemblée (cn 102).

(CRC@bigpond.comkh)

### CDROM

base de données juridiques

Une "Base de données juridiques" a été réalisée par une équipe franco-khmère, sur financement UNDP : 3 390 textes juridiques (lois, anukret, prakas etc ...) adoptés entre janvier 1985 et juillet 1998 figurent en khmer, avec leurs traductions en français et en anglais lorsqu' elles existent, dans ce répertoire unique.

5 modes de repérage (par n° d' ordre, par élément de référence, par mot-clé, par un mot situé dans le titre, et -en khmer uniquement- par un mot-clé dans le corps du texte).

Par exemple, on trouve très facilement les deux versions du Code du Travail (1992 et 1997) mais aussi des textes beaucoup plus rares, toujours en vigueur - lorsqu' ils n' ont pas été explicitement remplacés.

Environ 300 exemplaires de ce CDROM ont été distribués, mais il n' est pas encore officiellement en vente.

Cambodge Nouveau  
ne copie personne  
Ne le copiez pas  
Citez-le !